

M.E.S., Numéro 115 Vol. 1, Octobre-Décembre 2020

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

Mise en ligne le 11 janvier 2022

LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA CHINE : LES DESSOUS DE CARTES D'UNE GUERRE DES MONNAIES PIEGEE

Duel entre le Dollar et le renminbi

par

Billy Paul BILOLO KABUEBUE

Professeur

Cyprien Omer MULUMBA TSHIENDA

Docteur en Sciences Economiques,

(Tous) Faculté de Sciences Economiques et de Gestion

Université de Kinshasa

Résumé

Ce papier a pour objet de rendre compte du conflit commercial ouvert entre deux grandes puissances commerciales mondiales : les Etats-Unis et la Chine. Ce conflit a débouché sur la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine qui est un épisode de dispute commerciale, constitué de hausses de taxes douanières et de menaces entre la Chine et les États-Unis, lancé sous la présidence de Donald Trump, en 2018. Le déclenchement de ce bras de fer commercial se concrétise par l'affrontement de leurs monnaies ou de leurs régimes de change respectifs dans un contexte dynamique de résorption des déséquilibres macroéconomiques tant internes et qu'externes. Dans le cas d'espèce, il n'est pas exagéré d'affirmer que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine se déroule à travers la guerre des monnaies interposée. Ainsi la guerre commerciale de Donald Trump est portée sur trois fronts. Il veut tout d'abord réduire le déficit commercial entre son pays et la Chine. Puis, bloquer le transfert de technologie par des compagnies américaines à des entreprises chinoises. Enfin il souhaite que la Chine arrête de brider sa devise qu'il juge à un niveau artificiellement bas.

Au-delà de l'escalade commerciale 'du bras de fer entre les Etats-Unis et la Chine, d'aspects notamment diplomatique, technologique, militaire, et surtout *géostratégique* et *monétaire* s'invitent souvent dans le débat. Au plan *géostratégique*, utilisant sa demande énergétique pour créer un rapport de force qui lui soit favorable, la Chine impose progressivement un monopole du yuan sur le marché gazier et conteste la domination du pétrodollar sur le marché pétrolier, s'attaquant ainsi à ce qui fonde en grande partie la suprématie monétaire mais aussi politique, normative et en dernière instance stratégique des Etats-Unis. Au plan monétaire, la décision du FMI en 2015, d'inclure le yuan chinois parmi les cinq devises (dollar, euro, livre sterling et yen) servant à fixer la valeur des droits de tirage spéciaux (DTS), a déclenché le processus d'internationalisation de la devise chinoise sur la scène mondiale.

Dans ces conditions, il faut se préparer à des tensions persistantes entre les deux pays. Celles-ci ne disparaîtront pas avec un changement d'administration américaine. Le style et l'approche peuvent changer mais sur le fond rien ne va bouger. En tous cas, quel que soit l'issue de l'élection, on va assister dans les années qui viennent à une accentuation du duel entre les Etats-Unis et la Chine.

Abstract

The purpose of this paper is to report on the open trade conflict between two major world trades: the war between the United States and china which is an episode of states dispute united, launched under President Donald trump, in 2018. The triggering of this commercial standoff is materialized by the liberation of their monies or their respective exchange regimes in a dynamic context of desorption of macroeconomic balances, both internal and external. In this case it is no exaggeration to assert that the trade war between the

United States and china is unfolding through the interposed currency war. Thus Donald trump's trade war is carried on three face. First of all, he wants to reduce the trade deficit between his country and china. Then, block the transfer of technology American companies to chines companies. Finally he wants to stop restricting its currency which considers to be artificially law.

Beyond the commercial escalation of the standoff between the United States and China, aspects in particular diplomatic, technology, military and especially geostrategic and monetary often invite themselves in the debate. Geostrategic using its energy demand to create a balance of power that is favorable to it, china is gradually imposing a monopoly of the yuan on the hazier market and observing the domination of the petrodollar on thus attaching what largely forms the basis of monetary but also political normative and ultimately strategic supremacy of the united states.

At the monetary level, the IMF's decision in 2015 include Chinese yuan among the five currencies (dollar, euro, pound sterling and yen) used to set the value of special rights drawing. Triggered the process of internationalization of the Chinese currency on the world stage. Under these conditions, we must prepare for persistent tensions between the two countries. These will not disappear with a change of American administration. The style and approach may change but basically nothing will change, in any case, whatever the outcome of the election, we will witness in the coming

years an accentuation of the duel between the unites states and china.

INTRODUCTION

Il y a guerre commerciale à l'échelle mondiale lorsque deux ou plusieurs nations concurrentes se disputent les parts du marché mondial d'un ou plusieurs produits. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine est un épisode de dispute commerciale, constitué de hausses de taxes douanières et de menaces entre les deux États, lancé sous la présidence de Donald Trump, en 2018¹. En termes de secteurs touchés, toute l'industrie y passe : l'aluminium, l'acier, les télécommunications, l'automobile, etc., jusqu'aux rouges à lèvres. L'immense marché américain est ainsi le lieu où se déversent les produits de l'industrie chinoise en pleine expansion². Plusieurs questions peuvent être soulevées à ce niveau, notamment : Comment un droit de douane d'un certain niveau frappant les biens étrangers affecte-t-il les importations et les exportations ? En supposant que les économies en conflit soient identiques³ et appliquent les mêmes tarifs douaniers, quel serait l'effet d'une riposte étrangère équivalente sur le volume des échanges ?

En effet, les échanges internationaux sont essentiellement gouvernés par la loi de l'offre et de la demande, tant pour les biens, services et facteurs (aspects réels) que pour les monnaies. Sur les marchés des premiers s'instaurent des équilibres mondiaux, propres à chacun de ces biens, tandis que sur les marchés des secondes se forment les taux de change⁴. Si les parties coéchangistes sont des grandes économies

¹Wikipedia (2019). Guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_commerciale_entre_les_%C3%89tats-Unis_et_la_Chine.

²Denis Durand (2003). Dollar, euro, yen et les autres...La guerre des monnaies, in *Analyses et documents économiques*, n°94, septembre 2003, p.64.

³ Joseph E. STIGLITZ (2019) estime que les Etats-Unis ont à peu près le même poids économique que la Chine ou l'Europe (même si l'économie chinoise devrait sous peu dépasser l'économie américaine de 30 %). Depuis trente ans, l'économie américaine croît plus lentement que celle de la Chine, à tel point que celle-ci est aujourd'hui la plus grande économie du monde, selon les mesures courantes qui servent de comparaisons [En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB de la Chine a dépassé celui des Etats-Unis en 2015, sur base des taux de change courants, le PIB de la Chine est

encore inférieur à celui des Etats-Unis et selon la métrique standard, la Chine reste un pays en développement, avec un revenu par habitant qui représente, en gros, le cinquième de celui des Etats-Unis]. Et ce n'est pas tout : la Chine épargne plus, produit plus de biens industriels et commerce plus hors de ses frontières que les Etats-Unis. En quarante ans seulement, tandis qu'aux Etats-Unis les revenus stagnaient pour tous sauf à la pointe du sommet, ils ont, plus que décuplé en Chine, et plus de 740 millions de personnes sont sorties de la pauvreté.

⁴ Voir la théorie de la parité de pouvoir d'achat de Gustav CASSEL (1917) qui postule que les niveaux des taux de change entre les monnaies sont déterminés par les rapports entre les prix des biens et services que l'on peut acquérir avec chacune de ces diverses monnaies. Ces niveaux des taux de change se fixent de manière telle que les monnaies aient même valeur, c'est-à-dire le même pouvoir d'achat.

ouvertes, l'hypothèse d'affrontement de leurs monnaies ou de leurs régimes de change respectifs dans un contexte dynamique de résorption des déséquilibres macroéconomiques tant internes et externes⁵, n'est pas à exclure quand se déclenche leur 'bras de fer' commercial. Dans le cas d'espèce, il n'est pas exagéré d'affirmer que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine se déroule à travers la guerre des monnaies interposée. Les évolutions observées aux Etats-Unis, dans la zone euro, au Japon ou de manière croissante en Chine, affectent l'ensemble de la planète par trois canaux principalement :

- le commerce des biens et services : une croissance forte dans l'une des grandes zones tire la croissance dans les autres pays à travers les importations de la grande puissance économique ;
- les flux de capitaux : une crise financière dans une grande zone entraîne un rapatriement des capitaux qui peut déclencher une crise de balance de paiements dans certains pays ;
- la politique monétaire : une hausse du taux d'intérêt dans un grand pays entraîne une hausse de taux d'intérêt dans tous les pays qui lui sont liés par un régime de change fixe et une dépréciation de la monnaie dans les autres pays.

De telles évolutions sont souvent à la base de problèmes de coordination des politiques macroéconomiques.

Au cas où les nations concurrentes sont des petites économies ouvertes, il n'est pas évident que les effets d'un différend commercial entre elles se transmettent directement sur le terrain monétaire !

Aujourd'hui plus qu'hier, le cours d'une monnaie est une des armes économiques les plus puissantes, à laquelle plusieurs pays recourent pour amortir les conséquences de la crise économique. En effet, il y a

beaucoup plus simple et tout aussi efficaces que les droits de douane : la variation du taux de change. En d'autres termes, les droits de douanes, les quotas et les subventions ne constituent pas les seuls outils à la disposition des décideurs politiques, il y a aussi d'autres instruments plus puissants comme le taux de change qui influe sur les échanges⁶.

La problématique de la sous-évaluation ou de la surévaluation d'une monnaie fait l'objet d'incessants débats, par exemple lorsque les monnaies comparées appartiennent à des économies structurellement très différentes. La surévaluation du taux de change renchérit les exportations et stimule les importations tandis que la sous-évaluation du taux de change augmente la rentabilité des exportations et rend plus chers les biens importés. Si la sous-évaluation de la monnaie chinoise vis-à-vis du dollar américain facilite la conquête des marchés, elle est souvent dénoncée comme l'une des causes des déséquilibres mondiaux. D'un côté, une large opinion relayée par la presse internationale insiste sur la thèse de la sous-évaluation du yuan chinois de l'ordre de 15 à 30 %. Depuis plus d'une décennie, le gouvernement américain – soutenu par les grands pays industrialisés du G7 et le FMI multiplie les pressions sur la Chine pour obtenir qu'elle assouplisse sa politique de change et accepte une montée de sa monnaie vis-à-vis du dollar. Un autre son de cloche émis par Michel Aglietta, professeur à l'université Paris-X-Nanterre, fait valoir que la sous-évaluation du yuan chinois, souvent soulignée et dénoncée, serait en fait un "faux problème" justifié par la mutation de cette économie⁷.

Depuis que l'un des piliers de l'économie mondiale, le système monétaire international est passé du système unipolaire⁸ (dollar, seule liquidité internationale) au système multipolaire⁹ (plus d'une monnaie considérée comme liquidité internationale :

⁵ Cyprien MULUMBA TSHIENDA (2014). Régimes de changes et compétitivité à l'exportation de l'économie congolaise : quelle stratégie compétitivité, in *cahiers économiques et sociaux*, Volume XXXI, n°1-2, IRES, Mars-Juin 2014, p.172.

⁶ Dwight H. Perkins, Steven Radelet et David L. Lindauer (2014). *Economie de développement* (3^{éd}), Bruxelles: De Boeck Supérieur, p.829.

⁷ En Chine, on observe le ralentissement à court terme suite à la poursuite de la réorientation de l'économie de l'investissement et de l'industrie vers la

consommation et les services pour une expansion plus durable à long terme. La Chine réforme son économie.

⁸ Un système unipolaire est un système hégémonique dans lequel une seule monnaie sert d'ancrage et de réserve de valeur à tous les pays, qui gèrent leur taux de change par rapport à elle.

⁹ Un système multipolaire est fondé sur la coexistence de plusieurs monnaies-clés en régime de flottement les unes par rapport aux autres, avec parfaite mobilité des capitaux.

dollar, euro, livre sterling, yen, renminbi¹⁰), la bataille des principales devises dans la facturation commerciale et la constitution des réserves de change de banques centrales reste très ouverte à l'échelle planétaire. Nul n'ignore que la Chine fait partie de la zone dollar et que son commerce avec les Etats-Unis est parfaitement insensible aux mouvements de la monnaie américaine sur le marché des changes. En dépit du fait que le différentiel de productivité de la Chine avec ses principaux partenaires commerciaux semble suffisamment important pour permettre à l'économie d'absorber sans dommage une appréciation significative du taux de change réel¹¹, les autorités chinoises ont les moyens de résister à ces pressions puisque le financement du déficit américain dépend en partie d'elles¹².

Sur fond d'un différend commercial qui oppose l'administration américaine au gouvernement chinois, une compétition (concurrence) monétaire entre le dollar, une monnaie totalement convertible et le renminbi, une devise jusqu'à présent convertible en or physique sur le marché énergétique (pétrole et gaz), est-elle envisageable ? Peut-on conclure à un 'non-duel' entre le dollar et le renminbi ou à une bataille gagnée d'avance par l'un de protagonistes, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique ? *A contrario*, l'« arme du dollar » serait-elle impuissante face à la Chine ? C'est pour élucider les contours de ces trois pertinentes interrogations dans une approche *d'équilibre général*¹³ que ce texte a été rédigé.

Partant d'une pomme de discorde (I) qui constitue le prétexte justifiant l'escalade commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, le contexte sur le champ de bataille est bien circonscrit : hostilités, apaisement et reprise des hostilités, accord commercial (II), avant de plancher sur le retour des velléités protectionnistes face à la mondialisation (III), de faire

une rétrospective historique sur l'hégémonisme monétaire américain : impuissance de l'arme du dollar face à la Chine (IV), et d'évaluer les répercussions économiques de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine (V).

I. LA POMME DE DISCORDE

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase n'est autre que la politique commerciale agressive et envahissante de la Chine vis-à-vis de son partenaire américain. Tout en feignant de reconvertir son modèle de développement mis en place depuis la levée de l'option de l'économie du marché au début du millénaire, la Chine n'a eu de cesse de recourir à la politique du dumping et surtout de subventionner ses produits manufacturés destinés au marché américain, grâce à ses importantes réserves internationales. Au fil du temps, l'économie chinoise a réalisé d'importants excédents commerciaux sur la seule économie américaine, excédents ayant atteint des proportions inquiétantes aux yeux du gouvernement américain. Il faut reconnaître que l'économie américaine a été touchée un peu avant l'Europe, et plus fortement, par le ralentissement conjoncturel qui s'est manifesté à partir du printemps 2000. Pour certains secteurs industriels moins hégémoniques que d'autres sur le marché mondial, cette situation s'est traduite par une perte de compétitivité face à leurs concurrents étrangers¹⁴, en l'occurrence la Chine. Le vrai malheur des industriels américains est qu'en effet des récessions se produisent parfois, car les meilleurs capitaines d'industrie n'ont pas le pouvoir d'abolir les contradictions de l'accumulation capitaliste¹⁵. Les entreprises américaines reprochent à la Chine d'exiger des *joint ventures* (qui comprennent un partage de la propriété intellectuelle) comme condition d'entrée sur son territoire. Cela leur paraît injuste. La Chine répond

¹⁰Le FMI a reconnu, dès novembre 2015, le yuan-renminbi comme cinquième devise dans le panier des droits de tirage spéciaux aux côtés du dollar, de l'euro, de la livre sterling et du yen.

¹¹Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique (République Française). Perspectives d'appréciation du taux de change réel chinois : une analyse économique, in *Diagnostics, prévisions et Analyses Economiques*, n° 100, février 2006, p.1.

¹² Les énormes déficits américains qualifiés « déficits sans pleurs » par Jacques Rueff, ont en effet une contrepartie dans le monde : les excédents de

balances de paiements accumulés par le reste du monde, et tout particulièrement en Asie (Chine).

¹³ Notre analyse met le focus sur les répercussions des chocs touchant non un secteur donné sur le reste de l'économie, mais sur les effets des chocs d'un ou plusieurs secteurs sur l'ensemble de l'économie.

¹⁴Denis Durand (2001). La guerre monétaire, toile de fond de la crise financière, in *Finance, Economie et politique*, 574-575, p.32.

¹⁵ Denis Durand (2001), op.cit, p.34.

que nul n'oblige aucune entreprise à entrer sur son territoire ; elles entrent en connaissant les conditions¹⁶.

Le Président américain n'a jamais caché sa méfiance à l'encontre des politiques économiques chinoises. Le déficit commercial américain envers la Chine (420 milliards de dollars en 2018) met notamment à mal son projet de « rendre sa grandeur à l'Amérique ». La tension éclate début 2018. Washington décide de surtaxer les importations de panneaux solaires chinois, Pékin réagit en lançant une enquête antidumping sur le sorgho américain.

Estimant que les Etats-Unis étaient perdants en matière d'échanges commerciaux, le président américain Donald Trump a lancé une série de mesures pour taxer les importations dans son pays, en particulier celles en provenance de Chine. "Lorsqu'un pays (les Etats-Unis), perd des milliards de dollars dans ses relations commerciales avec pratiquement tous les pays partenaires, les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner ", dénonce le président américain qui accuse en même temps l'Union européenne et la Chine de manipuler leurs monnaies, c'est-à-dire de faire du protectionnisme monétaire. Ainsi, le 20 juillet 2018, Donald Trump se dit prêt à instaurer, si nécessaire, des taxes punitives "jusqu'à 500" milliards de dollars, soit la totalité des produits chinois importés par les Etats-Unis alors que la monnaie chinoise dégringole, avantagant les exportateurs chinois.

La Chine est particulièrement pointée du doigt comme le principal fauteur de trouble virtuel dans le système financier international : plus la valeur de la monnaie chinoise croît, plus la Chine attire vers elle des liquidités en provenance du reste du monde... Une réévaluation du renminbi chinois, demandée par les Etats-Unis viendrait encore augmenter la pression et le pouvoir d'attraction de la monnaie chinoise. Tous ces facteurs réunis montrent qu'il y a l'insécurité nationale pour l'économie américaine qui justifie une dose de protectionnisme vis-à-vis de certains partenaires, en l'occurrence la Chine.

Encadré 1. Définitions de quelques concepts usuels

Péril économique : Situation dans laquelle se trouve quelqu'un, quelque chose ou un pays dont l'existence même est menacée. La vision du « péril américain » ne date pas d'hier, car les origines du continentalisme américain remontent à plus de 30 ans. Le « péril américain » sert de bouc expiatoire lorsqu'au commencement du XXe siècle, quand on remania les tarifs douaniers lors du renouvellement des traités de commerce des Etats de l'Europe centrale, les protectionnistes voulurent réaliser leurs aspirations.

Sécurité économique (défense économique) : ensemble des actes et initiatives pris par la puissance publique pour : - protéger et défendre l'économie et les entreprises des atteintes de toute sorte ; - subvenir aux besoins de la défense nationale.

Sécurité nationale : Cette notion trouve son origine aux États-Unis pendant la Deuxième Guerre mondiale et se trouve consacrée par le National Security Act de 1947. La sécurité nationale est un concept du domaine de la science politique dont il n'existe pas de définition unique reconnue, mais qui est très présente dans le droit international : par exemple, elle figure dans la Charte des Nations-unies et dans le Traité de l'Union européenne.

Guerre économique : Dans une optique mercantiliste ou néo-mercantiliste, la guerre économique désigne un conflit entre économies concurrentes dans le jeu des échanges internationaux, conflit d'où sortira un gagnant et un perdant (dans le cas où la « guerre économique » est évitée par des concessions réciproques, on parle parfois de « mercantilisme éclairé). Certains mercantilistes ou néo-mercantilistes parlent de guerre économique pour désigner la concurrence exacerbée entre entreprises, celle-ci se manifestant par des pratiques agressives (espionnage industriel, dumping...).

Protectionnisme commercial : La protection commerciale aux frontières favorise l'enrichissement monétaire et permet de protéger les industries en difficultés. En fait, le protectionnisme a évolué selon les époques. Il y a d'abord les mercantilistes, qui considèrent que le protectionnisme et, plus globalement, l'action de l'Etat sont le meilleur moyen pour accroître la richesse des différentes nations. Il y a ensuite, les thèses protectionnistes des auteurs du XIXe, avec Frédéric List (1789-1846), qui considèrent que pour développer les forces productives, il est nécessaire de protéger les industries naissantes de façon qu'elles ne soient pas étouffées par la concurrence étrangère avant d'arriver à maturité (protectionnisme éducateur). Il y a enfin le renouveau des thèses protectionnistes qui privilégient à la fois le protectionnisme éducateur au sens de List, la politique commerciale stratégique de subvention et l'instauration des droits de douanes à l'importation.

Protectionnisme monétaire : C'est le fait pour un pays de refuser de laisser flotter sa monnaie nationale de manière à conserver l'avantage compétitif de ses exportateurs.

¹⁶ Joseph E. STIGLITZ (2019). *Peuple, Pouvoir & Profits : le capitalisme à l'heure de l'exaspération sociale*, Paris : les liens qui libèrent, p.129.

Encadré 1 (suite)

Politiques commerciales : Une politique commerciale est un ensemble des mesures qui vise à agir sur le volume des échanges extérieurs des biens et services, sur le solde de la balance des transactions courantes et/ou sur la structure des échanges extérieurs. Les politiques commerciales comprennent les politiques du libre-échange et les politiques protectionnistes. Le libre-échange est une politique commerciale qui vise à lever tous les obstacles à la circulation des biens et services. Par contre, la politique protectionniste vise à empêcher ou à limiter la circulation des produits entre les nations. Il peut être explicite (droits de douane, quotas, subvention, restrictions volontaires aux exportations, règles de contenu local, etc.) ou déguisé (protectionnisme non tarifaire).

Multilatéralisme commercial : Est fondé sur l'idée que l'autorité de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se limite strictement au maintien des accords commerciaux internationaux, auxquels les gouvernements des pays membres ont accepté de se conformer. Les dirigeants des pays industrialisés se sont attelés à la réduction des droits de douane et ont étudié les moyens d'accélérer et de consolider le processus. Il en est résulté un tournant vers les négociations commerciales multilatérales, marquées par des négociations qui, associant simultanément de nombreux pays, visaient à réduire les tarifs douaniers.

Accord commercial : Les accords commerciaux internationaux fonctionnent sur le mode du « donnant-donnant » : chaque pays accepte d'abaisser ses barrières commerciales en échange de l'ouverture des marchés des pays partenaires. Ces accords commerciaux sont issus des négociations commerciales. En mettant en relation les concessions accordées par chacun, ces négociations permettent à la fois de surmonter certaines difficultés politiques qui, autrement, auraient empêché chaque pays de s'orienter seul vers des politiques favorables au libre-échange et d'éviter les guerres commerciales.

Pétrodollars : Expression utilisée pour la première fois en 1973 par le Professeur Ibrahim Oweiss, lors du choc pétrolier dû à la restriction de l'offre des pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), suite au soutien américain à Israël lors de la guerre du Kippour. Il s'agit des dollars provenant des ventes de pétrole par les pays exportateurs, placés par l'entremise du système bancaire international. Ce sont des actifs financiers issus des royalties versées en dollars par les compagnies extractrices aux gouvernements des pays où elles extraient le pétrole. Les pétrodollars correspondent donc aux stocks de dollars dont tous les pays disposent afin de pouvoir effectuer leurs transactions pétrolières. Si vous voulez acheter du pétrole, vous devez d'abord acheter des dollars !

Pétroyuan : Est une forme de monnaie officielle chinoise, le yuan destiné au moins initialement au négoce sur les marchés du pétrole et du gaz annoncé par le gouvernement chinois en septembre 2017.

II. CONTEXTE

D'une guerre larvée sous forme de simples menaces, d'intimidation et d'agression économiques sur base d'une écrasante contrainte extérieure de l'économie américaine (déficit extérieur américain sur le reste du monde), on est passé à une vitesse supérieure au lancement des hostilités. Ces dernières ont été lancées dans un contexte des vives tensions commerciales sur le marché mondial et en pleines négociations sur les armes chimiques entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. A la guerre comme à la guerre, chacun pousse ses pions sans tenir compte de la stratégie de l'adversaire, espérant damner plus des pions. Quand les Etats-Unis poussent leurs pions, la Chine n'est pas en reste, elle ne désarme nullement. Quand les Etats-Unis attaquent, la contre-attaque de la Chine ne se pas attendre. Attention ! L'ennemi veille aux grains ! A vrai dire ce sont des tirs croisés qui remplacent des échanges croisés profitables et mutuellement avantageux au mépris de toutes les vertus des politiques commerciales libre-échangistes (Adam Smith et Ricardo) et du multilatéralisme commercial prôné par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)¹⁷.

Dans un passé récent, les Etats-Unis ont imposé, de façon unilatérale, entre mars 2002 et décembre 2003, les droits de douane de 30 % sur un certain nombre de produits à base d'acier pour laisser le temps à l'industrie américaine de se restructurer et de faire face aux importations massives dans ce secteur dans trois Etats : Virginie, Ohio et Pennsylvanie. Après des vives réactions de l'Union Européenne, du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud auprès de l'OMC, les Etats-Unis ont été sommés de faire marche arrière... (Paul Krugman et Maurice Obstfeld, 2006, p.238).

Si l'épisode antérieur de protectionnisme entre 2002 et 2003 a été justifié par la notion de « péril économique », c'est la notion, pour le moins vague, de « sécurité nationale » qui est évoquée aujourd'hui pour

¹⁷ Nous assistons à la montée des barrières non tarifaires et à l'affaiblissement du multilatéralisme : d'aucuns prédisent déjà la fin de l'OMC.

justifier le tarif douanier. Comme il y a plus de quinze ans, seule la fermeté de ses partenaires commerciaux est susceptible d'amener l'administration américaine à revenir à terme sur sa décision et à respecter plus fidèlement les normes multilatérales de commerce¹⁸. Certains spécialistes pensent que le Président des Etats-Unis, Donald Trump aurait dû tirer les leçons de l'insuccès des précédentes mesures protectionnistes qu'avait prises l'un de ses prédécesseurs, Georges Bush, avant de lancer les hostilités.

Jusqu'à ce jour, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a connu trois temps forts : le lancement des hostilités, le temps d'apaisement et la reprise des hostilités ayant entraîné la rupture des négociations. Dans l'entre-temps, les tentatives d'un accord commercial entre les deux protagonistes tardent à se concrétiser !

2.1. Lancement des hostilités

Les hostilités du « bras de fer » commercial entre les Etats-Unis et la Chine sont officiellement lancées le 22 janvier 2018, par le Président américain, Donald Trump qui instaure « sur 4 ans » des taxes douanières sur deux produits dont la Chine est le principal producteur mondial et exportateur vers le marché américain, à savoir les *machines à laver* et les *panneaux solaires*. En substance : les taxes sur ces panneaux sont dégressives, de l'ordre de 30 % la première année pour tomber à 15 % la quatrième année. De plus chaque année, un quota de 2,5 GW de *panneaux photo-voltaïques* est exempté de droits de douane. De la même manière, les droits de douane sur les *machines à laver* sont dégressifs, mais en deux catégories : 1,2 million de *machines à laver* importées sont soumises à une taxe douanière de 20 % la première année, taxe qui descend à 18 % la seconde année, puis 16 % la troisième, alors que le reste des *machines à laver* et les pièces détachées est soumis à des taxes de 50 % la première année, puis 45 % la seconde année et enfin 40 % la troisième année.

En revanche, la Chine déclenche, en février 2018 une enquête anti-dumping sur le *sorgho américain*¹⁹, le ministère chinois du Commerce affirmant que les États-Unis subventionnent la culture de cette céréale. De plus, le gouvernement chinois n'exclut pas de réduire voire de bloquer ses exportations de terres rares, des métaux essentiels à l'industrie des nouvelles technologies et dont la Chine est le principal producteur au monde, avec plus de 90 % du marché²⁰.

Bref, du 22 janvier 2018 au 18 septembre 2018, les mesures de rétorsions, de représailles, d'attaques, de contre-attaques, d'interdiction et de pénalisations d'accords inter-entreprises se multiplient dans les deux camps. Du coup, il y a durcissement du ton de part et d'autre et la guerre commerciale prend des allures inquiétantes pour la survie de l'économie mondiale.

2.2. Le temps d'apaisement

Le 1er décembre 2018, les États-Unis décident de reporter de 90 jours l'augmentation des droits de douane de 10 % à 25 % devant initialement entrer en vigueur le 1er janvier 2019 sur près de 200 milliards de dollars de marchandises. En parallèle, la Chine annonce une réduction de ses droits de douane à partir du 1er janvier 2019, comme sur les médicaments et sur les industries de pointes. C'est l'apaisement qui ouvre la voie à d'intenses négociations commerciales.

2.3. La reprise des hostilités et rupture des négociations

Malgré des négociations encore en cours, le Président américain, Donald Trump annonce une série de mesures de représailles tendant à déterrer la hache de guerre, à raviver encore une fois des tensions pourtant déjà apaisées et à mettre ainsi fin à la trêve observée entre les deux protagonistes. Parmi ces mesures, on peut citer : -la mise en place d'une augmentation à 25% sur 200 milliards d'importations américaines, le 10 mai 2019, - l'interdiction pour

¹⁸FRANÇOIS BOURGUIGNON Publié le 15/03/18 à 06 h 44

¹⁹ La Chine importe pour environ 1 milliard de dollars de sorgho américain, et des taxes douanières pourraient pénaliser un État américain comme le

Kansas, premier État producteur de sorgho aux Etats-Unis, et qui a largement voté Donald Trump.

²⁰ Tristan Gaudiaut (2019). L'escalade de la guerre commerciale sino-américaine, in CHINE VS US, le 29 mai 2019.

Huawei, une multinationale chinoise, de vendre des équipements de réseaux aux Etats-Unis. En conséquence, l'interdiction aux groupes américains comme Google, Intel, Qualcomm, Broadcom et Microsoft de commercer avec Huawei. En revanche, suite à la rupture des négociations, la Chine annonce la mise en place de nouveaux droits de douanes sur 60 milliards de volumes d'importations venant des États-Unis en juin 2019.

Après Huawei, une autre entreprise chinoise, Tik Tok est accusé d'espionnage et de collecte de données personnelles sur le marché américain. Si aucune entreprise américaine ne s'intéresse au rachat de Tik Tok, le feuilleton politico-économique risque de durer encore longtemps. Les entreprises qui externalisent en Chine seront exclues des contrats fédéraux (Donald Trump, 7 Septembre 2020, France 24).

Les marchés se sont montrés de plus en plus inquiets à partir de fin 2018. Dans un tweet publié le 1er août, le président Trump a annoncé l'application de tarifs supplémentaires sur les 300 milliards de dollars américains (USD) d'importations chinoises non encore taxées, provoquant de fortes secousses sur les marchés. La Chine a répliqué en laissant le yuan (CNY) enfoncer le seuil de 7 contre 1 dollar, renforçant le sentiment de panique. Ce qui a conduit Donald Trump à qualifier Pékin de «manipulateur de devise».

2.4. L'Accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine

L'accord commercial de « phase 1 » signé en janvier 2019 entre les deux pays constitue une évolution positive, qui devrait aider à atténuer certaines incidences de la hausse des droits de douane. Néanmoins, l'engagement pris par la Chine de se procurer, pour un montant cumulé supplémentaire de 200 milliards USD, des biens et des services auprès des États-Unis sur la période 2020-21 (comparé à un niveau de référence de 180 milliards USD en 2017) sera difficile à tenir sans fausser les échanges avec les pays tiers, tandis que les droits de douane entre les deux pays

demeurent nettement plus élevés qu'il y a deux ans. Globalement, l'accord de « phase 1 » permet d'alléger d'environ 0.1 point de pourcentage par an la pression que font peser les mesures mises en place au cours des deux dernières années sur la croissance du PIB mondial.

Après une longue trêve, une reprise de discussions qui n'accorde pas beaucoup de chance aux protagonistes de parvenir à un accord commercial, est annoncée pour le 15 Août 2020. En attendant, c'est toujours l'impasse entre les deux géants de l'économie mondiale !

III. Retour des velléités protectionnistes face à la mondialisation

Comme dans une *guerre de tranchées*, les deux protagonistes (les Etats-Unis et la Chine) s'abritent chacun dans des lignes fortifiées constituées de tranchées servant de protection à leurs consommateurs et leurs entreprises contre les attaques et les contre attaques réciproques. Essayant de tirer la couverture de son côté, chacun y va de sa façon et n'hésite pas d'aligner son artillerie en lieu et place des ses armes légères ! On assiste sans désespérer à un retour aux velléités protectionnistes (Arghiri Emmanuel) qui semblent prendre le dessus sur les vertus du libre-échange (Adam Smith, Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson 'théories traditionnelles'/E. Helpman, Paul Krugman 'nouvelles théories'). Ces velléités protectionnistes tentent d'annuler au maximum les gains de l'ouverture des marchés des biens et des marchés des financiers et conduisent aux mauvaises réponses aux problèmes des Etats-Unis, de la Chine, et du reste du monde.

En contexte de conflit commercial, les velléités de nationalisme dans le chef des protagonistes se ravivent et l'arsenal protectionniste de leurs marchés intérieurs respectifs²¹ est remis aux avant-postes. Un vaste marché intérieur étant nécessaire à la croissance des entreprises, il ne s'agit pas de recourir à la *politique de repli sur soi* comme bouclier pour les protagonistes

²¹Près de 370 millions de consommateurs américains ayant un pouvoir d'achat moyen par habitant acceptable contre un milliard quatre cent millions de chinois, dont la grande majorité vit encore en dessous du seuil de pauvreté.

lorsqu'ils se sentent coincer sur le théâtre des opérations, mais de brandir le protectionnisme comme arme défensive pour préserver les industries nationales en difficulté – souvent les « industries vieillissantes » comme le nommait Nicolhas Kaldor, qui sont généralement fortement « travaillistiques ». Le protectionnisme devient alors le garant de l'emploi²².

Le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine fait, en quelque sorte, un rétropédalage par rapport aux phénomènes grandissant de mondialisation des échanges marchands et de la globalisation financière, qui prônent l'intégration à l'échelle mondiale dans le sens de l'ouverture des marchés des biens, de la lavée des barrières tarifaires et non tarifaires, du multilatéralisme mondial et de la circulation des capitaux à l'international (ouverture des marchés financiers).

Dans un monde d'ouverture des marchés des biens, il existe la possibilité pour les consommateurs et les entreprises de choisir entre biens nationaux et biens étrangers. S'ils décident d'acheter les biens nationaux, alors la demande de biens nationaux augmente et donc le produit intérieur augmente. S'ils décident d'acheter les étrangers, alors c'est le produit étranger qui augmente. Lorsque des firmes et des consommateurs décident d'acheter des produits étrangers ou nationaux c'est le prix biens des étrangers en termes de biens nationaux qui est central. On appelle ce prix *taux de change réel* qui exprime le prix relatif des produits étrangers par rapport aux produits nationaux (P^*/P) exprimé en monnaie étrangère. Ce taux n'est pas directement observable et publié dans les journaux.

$$\text{Taux de change réel} = er = e.P^* / P$$

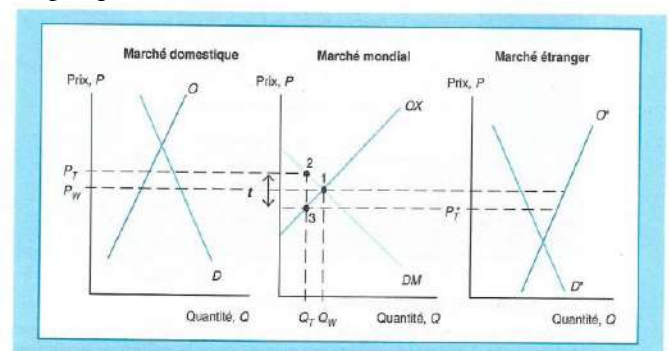
Où P indique les prix des produits nationaux et de P^* les prix des produits à l'étranger

Il s'agit d'un indicateur de compétitivité. Une hausse de er indique les prix étrangers exprimés en

monnaie nationale ($e.P^*$) augmentent par rapport aux prix nationaux (P), la compétitivité s'améliore. Inversement une baisse de (er) indique une détérioration de la compétitivité. On note que la compétitivité peut se trouver améliorer à la suite de l'un ou plusieurs des trois phénomènes suivants : une hausse de e (dépréciation), une hausse des prix étrangers (P^*) et une baisse des prix nationaux.

Dans aucun pays ce choix n'est complètement libre de toute restriction : même les pays les plus engagés dans le libre-échange comme les Etats-Unis imposent des droits de douanes et des quotas au moins pour certains produits. Les droits de douanes sont des taxes sur des biens importés tandis que les quotas sont des restrictions sur les quantités de biens qui peuvent être importées. Dans ce domaine, il existe une grande variété d'instruments de protection : taxes sur les produits échangés, subventions, limites légales aux volumes d'importation²³, parmi laquelle l'imposition de droits de douane est la forme la plus ancienne de politique commerciale²⁴. Du point de vue économique, l'imposition d'un droit de douane entraîne sept effets, notamment : un effet de protection, un effet de consommation, un effet de recette fiscale, un effet de redistribution, un effet sur les termes de l'échange, un effet sur l'emploi et un effet sur la balance de paiements²⁵. Le Graphique 2 ci-dessous illustre à juste titre l'effet d'un droit de douane.

Graphique 2.



On observe sur le graphique ci-dessus que la mise en place d'un droit de douane augmente le prix

²² Marc Mantoussé (1999). *Théories économiques* (3éd), Paris : Bréal, p.144.

²³ Paul Krugman et Maurice Obstfeld (2006). *Economie internationale* (7éd), Paris : Pearson Education France, p.181.

²⁴ Idem, p.182.

²⁵ Paul Billy Bilolo Kabuebue (2019). *Economie internationale, Tome 1. Théories et pratiques de l'échange international*, 1ère Licence FASEG, UNIKIN, 2018-2019, p.129.

sur le marché domestique, diminue le prix sur le marché étranger et réduit le volume du commerce international. Ce dernier élève le prix dans le pays qui exporte et l'abaisse dans le pays qui importe. Il constitue une méthode de production indirecte. Au total, l'impact d'un droit de douane sur le prix fixé par les exportateurs est souvent très faible. En effet, pour un petit pays²⁶ dont la demande ne représente qu'une part minime de la demande mondiale, la réduction des quantités importées n'a qu'un négligeable effet sur les prix mondiaux.

L'ouverture des marchés financiers permet aux investisseurs financiers de détenir à la fois des actifs nationaux et étrangers, de diversifier leurs portefeuilles, de spéculer sur les mouvements des taux d'intérêt étrangers par rapport aux taux d'intérêt nationaux, sur ceux des taux de change, etc. Et effectivement, ils spéculent et se diversifient. Etant donné qu'acheter ou vendre des actifs étrangers implique, pour l'opération elle-même, d'acheter ou de vendre de la monnaie étrangère – parfois appelée change international ou simplement change – la taille des transactions sur les marchés du change international donne une idée de l'importance des transactions financières internationales. Pour quelqu'un qui réside en Chine, dont les transactions courantes sont principalement ou entièrement en yuan, il y a peu d'intérêt à détenir de la monnaie étrangère, qui ne peut être utilisée pour des transactions : par ailleurs, si l'objectif est de détenir des actifs étrangers, détenir de la monnaie étrangère est évidemment moins intéressant que détenir des titres étrangers, qui rapportent un intérêt. Ainsi, le seul nouveau choix à prendre en compte est le choix entre actifs nationaux ou étrangers rapportant des intérêts.

Lorsqu'un pays, comme les Etats-Unis, épargne si peu que même ses maigres investissements sont supérieurs à son épargne, il doit importer des capitaux

de l'étranger pour financer la différence. Quand les capitaux entrent dans un pays, le taux de change de la monnaie locale monte, les investisseurs convertissent leurs devises dans cette monnaie. Donc, lorsque les capitaux arrivent aux Etats-Unis, le dollar monte par rapport au yuan. Les biens et services américains deviennent alors plus chers pour la Chine, ce qui provoque une baisse proportionnelle des exportations américaines. Et les produits chinois deviennent moins chers, donc les Etats-Unis en importent davantage. Le nœud du problème est là : les Etats-Unis importent davantage, des emplois disparaissent dans le secteur qui est en concurrence avec les importations. C'est ce qui provoque la demande de « protection » - une protection contre les importations étrangères à l'aide des instruments énumérés ci-haut. La Chine, usine du monde, apparaissait pour beaucoup comme irremplaçable, avec un quasi-consensus sur les bénéfices générés pour le reste du monde, sans perte d'emploi...mais saura-t-elle garder cet avantage en contexte d'intensification des tensions commerciales avec les Etats-Unis ? Rien n'est moins sûr !

Pour chacun des pays en conflit, l'ouverture des marchés financiers a une autre implication importante : elle permet à ce pays de supporter des déficits ou des excédents commerciaux. La politique de change chinoise joue le rôle d'un bouc émissaire commode pour le déficit commercial américain, même si le taux de change chinois ne contribue guère au déficit, par rapport à d'autres facteurs relevant davantage du contrôle des Etats-Unis et tenant, en particulier, à leur déficit budgétaire et à la faiblesse du taux d'épargne des Américains.

²⁶ Il sied de noter qu'en économie internationale, on distingue un « petit pays » du « grand pays ». On entend par petit pays, tout pays incapable d'influencer l'offre ou la demande de biens, *mutatis mutandis* un grand pays, est celui qui

est capable d'influencer le marché international, que ce soit du côté de l'offre et du côté de la demande.

Tableau 1. Déficit commercial américain sur le reste du monde *(en milliards de dollars américains)*

Déficit commercial	2107	2018	2019*
Exportations	1.546.273	1.665.992	2.499.800
Importations	2.351.470	2.612.379	3.116.500
Solde commercial	-805.197	-887.336	-616.800

Source : OMC, Organisation Mondiale du Commerce, 2019 & Département de Commerce US, 5 février 2020.

En 2019, il s'agit du déficit des biens et services. Sans l'excédent des échanges de services, le déficit commercial diminue de 2,4 %. Les seules importations de biens chinois, qui ont été frappées de droits de douane punitifs, par l'administration Trump, ont fondu de 17,6 %.

La balance commerciale américaine est structurellement négative et le déficit s'est encore creusé ces dernières années. En 2018, les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial record de 887,3 milliards de dollars, dont près de 500 milliards avec la seule économie chinoise. Ce qui a poussé le Président Donald Trump à déclenché la guerre commerciale. Une année après l'imposition des tarifs douaniers sur les importations américaines, le déficit commercial des Etats-Unis s'est réduit pour la première fois depuis 2013. En 2019, le déficit s'est amélioré, en particulier avec la Chine (15 % de déficit commercial avec la Chine). On sait que le déficit commercial est essentiellement déterminé par les facteurs macroéconomiques, pas par les traités de commerce. Ces facteurs macroéconomiques déterminent le taux de change – qui est simplement la valeur d'une monnaie exprimée dans une autre – et le taux de change est l'élément crucial qui détermine le volume des exportations et des importations. La vigueur du dollar avait alors défavorisé les exportations américaines quand le yuan avait dopé les exportations chinoises.

Tableau 2. Profil commercial des Etats-Unis

PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES					
Principaux Clients			Principaux Fournisseurs		
Pays (rang)	Clients en % des exportations		Pays (rang)	Fournisseurs en % des importations	
	2018	2019(janv -juin)		2018	2019(janv -juin)
Chine	17,8	6,7	Chine	18,4	12,7
Mexique	15,6	17,8	Mexique	14,1	18,1
Canada	6,7	15,6	Canada	12,7	14,1
Japon	4,5	4,5	Japon	5,7	5,7
Royaume Uni	4,2	4,2	Allemagne	5,1	5,1
Allemagne	3,6	3,6	Corée du Sud	3,1	3,1
Corée du Sud	3,5	3,5	Vietnam	2,7	2,7
Pays-Bas	3,1	3,1	Royaume Uni	2,5	2,5
Brésil	2,6	2,6	Irlande	2,4	2,4
France	2,4	2,4	Inde	2,3	2,3

Source : Comtrade, 2019

Avec la reprise de la guerre commerciale, la Chine passe de premier partenaire commercial des États-Unis avant le début de la guerre au troisième, sur la période janvier-juin 2019, derrière le Mexique (désormais premier partenaire) et le Canada (deuxième), tant en termes d'importations que d'exportations.

Dans la pratique, le protectionnisme commercial est souvent présenté comme le pire des maux économiques et les dirigeants du monde entier affirment vouloir lutter contre alors que, rien n'est fait contre le protectionnisme monétaire, une arme tout aussi redoutable. On oublie souvent que le protectionnisme monétaire est un protectionnisme commercial.

IV. Hégémonisme monétaire américain : impuissance de l'arme du dollar face à la Chine

Aucune bataille commerciale de grande envergure ne peut se gagner sur le seul front des échanges des biens et services. Il est toujours prudent et indiqué d'ouvrir plusieurs fronts à la fois pour

s'assurer d'une probable victoire. Ainsi la guerre commerciale de Donald Trump est portée sur trois fronts. Il veut tout d'abord réduire le déficit commercial entre son pays et la Chine. Puis, bloquer le transfert de technologie par des compagnies américaines à des entreprises chinoises, les privant ainsi d'accéder à l'innovation et la compétitivité à moindre coût. Enfin il souhaite que la Chine arrête de brider sa devise qu'il juge à un niveau artificiellement bas, afin que ses produits soient moins compétitifs sur le marché international. Au-delà de l'escalade commerciale 'du bras de fer entre les Etats-Unis et la Chine, les aspects diplomatique, technologique, militaire, et surtout *monétaire et géopolitique* s'invitent souvent dans le débat.

Au plan monétaire, nul ne sait si l'émergence inéluctable de nouvelles monnaies rivales sur la scène mondiale des devises, notamment l'euro et le renminbi, pourrait devenir à terme une véritable solution de substitution ou de complémentarité au dollar. Certains économistes au nombre desquels se trouve Emmanuel Farhi²⁷, prédisent déjà qu'avec cette émergence de monnaies concurrentes du dollar, les investisseurs internationaux auront un choix s'ils décident d'abandonner le dollar. La politique monétaire arrivant à bout de munitions, certains pays n'auront peut-être d'autre choix que de pratiquer des ajustements de taux de change²⁸.

Le sort de l'économie américaine est intimement lié à la posture internationale du dollar américain, qui lui confère son hégémonisme historique depuis Bretton Woods en passant par le flottement de monnaies en 1973 et la domination du pétrodollar²⁹ dans la finance mondiale depuis 1974 et lui laisse une grande marge de manœuvre pour protéger à son aise

son marché intérieur. Les pétrodollars constituent l'un des piliers de la puissance économique de l'Amérique, car ils créent une demande externe importante en dollar, ce qui permet aux Etats-Unis d'accumuler des dettes énormes sans défaut. La force du dollar est la raison pour laquelle les gouvernements sont disposés à les maintenir dans leurs réserves de change. Ainsi, la Chine possède le stock de réserves de change le plus élevé du monde, ayant dépassé le Japon en 2005³⁰ (Tableau 3 ci-après).

Tableau 3. Réserves de change (*en milliards de dollars américains*)

PAYS	2019	2020*
Chine	3.165.000	3.154.391
Japon	1.398.500	1.402.500
Barbade	1.009.093	1.006.498
Suisse	848.314	929.447
Russie	594.422	591.783
Inde	541.660	534.570
Taïwan	498.200	496.200
Hong Kong	450.000	450.000
Arabie Saoudite	449.963	447.430
Corée du Sud	418.950	416.430

Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/reserve>

*juillet 2020

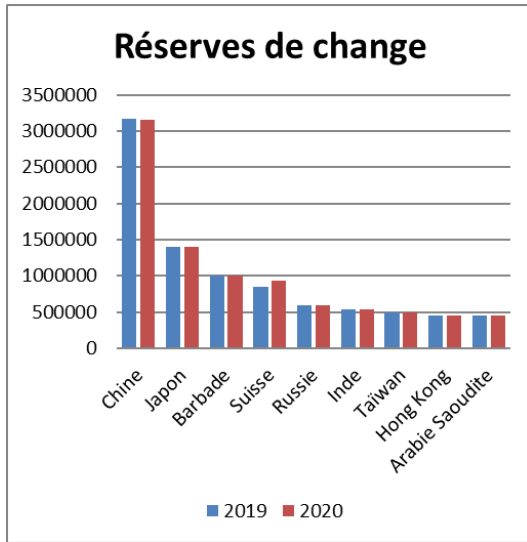
²⁷Emmanuel Farhi (2019). Vers un système multipolaire. Il faut se préparer à l'éventualité d'une transition désordonnée vers un système monétaire international plus sûr et plus efficient, in *Finances & Développement*, juin 2019.

²⁸Stéphane Monier & Lombard Odier (2019). Les gagnants et perdants de la guerre commerciale, 13 août 2019 - 17:00, p.3.

²⁹Pour rappel, le pétrodollar s'affaiblit parce que le dollar perd de son pouvoir en tant que monnaie de réserve mondiale. C'est ce qui s'est passé pour la

livre sterling, peu à peu tombée en disgrâce avec le déclin de l'empire britannique. Certes, la disparition du dollar n'est pas pour demain mais nous assistons aujourd'hui à une nouvelle étape de son déclin.

³⁰ Antoine Bouveret, Sana Mestiri, Henri Sterdyniak. La valeur du yuan. Les paradoxes du taux de change d'équilibre. Revue de l'OFCE, Presses de Sciences Po, 2006, pp.77-127.



Les chiffres du tableau 3 renseignent que la Chine possède à elle seule plus de mille milliards de dollars américains dans les coffres de sa banque centrale. Ces chiffres ne s'éloignent pas des indications de la base de données de l'Université Sherbrooke, qui estime que la Banque Populaire de Chine (BPC) bat tous les records à l'échelle mondiale en termes d'accumulation de réserves de change. Cet accroissement des réserves de change qui provient de trois canaux : le surplus du compte courant, les IDE et les entrées nettes de capitaux hors IDE, constitue un argument de taille utilisé pour prouver la sous-évaluation de la monnaie chinoise.

À l'heure actuelle, la prédominance du dollar fait des États-Unis le banquier du monde. En tant que tel, le pays jouit de privilèges exorbitants et fait face à des obligations exceptionnelles. Directement ou indirectement, il est le principal fournisseur d'actifs sûrs et liquides au reste du monde, l'émetteur de la monnaie dominante pour la facturation commerciale, l'intervenant le plus puissant dans la politique monétaire mondiale et le principal prêteur de dernier ressort³¹. Sans doute l'hégémonisme du dollar a-t-elle permis aux États-Unis d'attirer depuis des années des masses énormes des financements en provenance du reste du monde. Une autre façon de dire la même chose est que les États-Unis se sont endettés vis-à-vis de l'extérieur dans des proportions sans équivalent

dans aucun autre pays. C'est ce que montre le creusement du solde de leur balance des paiements : la dette extérieure américaine s'accroît à un rythme explosif qui dépasse maintenant cent milliards de dollars par trimestre. Si le monde accepte de la financer, c'est parce que la superpuissance mondiale possède une énorme supériorité militaire, technologique et financière. Disposer d'une monnaie sur laquelle tout le système monétaire international repose est une pièce maîtresse de cette hégémonie. Chaque fois que des tentatives de remise en cause de l'hégémonie monétaire des États-Unis, surviennent sur le marché mondial, l'administration américaine ne laisse pas cette situation se perpétuer sans réagir et sans riposter vigoureusement. Comme qui dirait « promouvoir un successeur au dollar, c'est une campagne à n'engager qu'après mûre réflexion » !

Mais n'oublions jamais que si le dollar « tient », c'est aussi parce que les banques centrales des pays industrialisés, plus ou moins contraintes et forcées, en détiennent de grandes quantités sous forme de réserves de change qu'elles placent en bons du Trésor américain. Elles soutiennent ainsi à la fois le cours de la monnaie américaine et la tenue des marchés obligataires. Le gonflement des réserves de change qui consacre la sous-évaluation du yuan chinois, procède de cette logique (Cf. Tableau 3).

Sur cette base, la sous-évaluation du taux de change de la monnaie chinoise, le renminbi, sur les marchés de change ne constitue en rien un handicap pour l'expansion économique mondiale de la Chine et ne lui prive nullement d'une grande latitude pour protéger son marché intérieur. La grande crainte face à la sous-évaluation serait que le bas niveau du taux de change se traduise par une compétitivité trop forte, qui induirait une demande étrangère trop dynamique par rapport aux capacités de production, donc des tensions inflationnistes. Un tel scénario a moins de chance de se produire en Chine car son économie a développé une capacité exceptionnelle à produire des biens de qualité à très faibles coûts dont sont friands, notamment les ménages et les entreprises américaines, toujours en quête de réaliser des marges et des économies³². Même

³¹ Emmanuel Farhi (2019), op.cit.,p.

³² Idriss Lingé (2018). La guerre commerciale États-Unis-Chine ne sera pas sans conséquences pour l'Afrique, www.agenceecofin.com

si sa croissance a maintenant ralenti, la Chine croît trois fois plus vite que l'Europe et deux fois plus vite que les Etats-Unis³³. La Chine, protégée par l'immensité de son territoire, a déjà prouvé qu'une guerre conventionnelle ne permettait pas de détruire les forces vitales de son économie. Ce que la Chine redoute c'est l'éclatement d'une guerre des monnaies, d'une guerre financière, imprévisible et sans précédent, qui mettrait gravement en péril la sécurité économique de la Chine et plongerait tout le pays dans le chaos³⁴. En attendant la concrétisation d'une telle éventualité, deux raisons majeures justifient la fin du règne du roi-dollar au profit de l'émergence internationale du yuan chinois.

D'abord, utilisant sa demande énergétique pour créer un rapport de force qui lui soit favorable, la Chine impose progressivement un monopole du yuan sur le marché gazier³⁵ et conteste la domination du pétrodollar sur le marché pétrolier³⁶, s'attaquant ainsi à ce qui fonde en grande partie la suprématie monétaire mais aussi politique, normative et en dernière instance stratégique des Etats-Unis. Par la création d'un « pétroyuan » convertible en or, elle remet ainsi en cause l'hégémonie du dollar en tant que devise d'échange et de réserve³⁷. Pour mettre fin au règne de la devise américaine, la Chine a lancé ses premiers contrats à terme sur le pétrole brut en mars 2018, évalué en yuan et convertible en or à la Banque centrale de Hong Kong³⁸. L'amorce de cette *dédollarisation* de l'économie profite des recompositions géopolitiques actuelles et les précipite. Ainsi, pour contourner les sanctions américaines, l'Iran, ennemi de longue date des Etats-Unis, a commencé à accepter de vendre son gaz et son pétrole en yuan en 2012, suivi de la Russie en 2015.

Puis, le 15 septembre 2017, le Venezuela a ensuite fait de même, ...³⁹, l'Angola étant susceptible de compléter la liste en 2018⁴⁰. La Chine semble désormais privilégier les pays ayant recours au yuan comme moyen d'échange, tels que la Russie, l'Angola, l'Iran, le Qatar, le Brésil et plus récemment le Venezuela.

Ensuite, le système monétaire international (SMI) est dans l'attente du yuan, mais il faudra sans doute entre cinq et dix ans à partir de maintenant pour que la devise chinoise soit pleinement convertible, condition nécessaire pour qu'elle devienne une vraie monnaie de réserve internationale et que le duopole dollar/euro cède la place à la triade dollar/euro/yuan⁴¹. C'est dans ce contexte qu'il convient de situer la décision du FMI en 2015, d'inclure le yuan chinois⁴² parmi les cinq devises (dollar, euro, livre sterling et yen) servant à fixer la valeur des droits de tirage spéciaux (DTS), le hissant dans le top 5 des monnaies, dépassant le dollar canadien et le dollar australien, après avoir détrôné le franc suisse en janvier 2014. Les autorités de la Banque Nationale Chinoise affirment que le volume combiné des opérations conclues en yuan – transactions commerciales, investissements et autres financements – représente désormais 20 % des paiements internationaux ...⁴³. Selon le FMI, au quatrième trimestre de 2016, le renminbi chinois est devenu l'une des monnaies de réserves mondiales. Au troisième trimestre 2018, les banques centrales détenaient 193 milliards de dollars en renminbi.

³³ Joseph E. Stiglitz (2019). *op.cit.*, 128.

³⁴ Zheng Ruolin (2008). Quand la Chine s'effondrera..., in *Revue pour l'intelligence du monde*, janvier/février 2008, p.59.

³⁵ Avec une consommation estimée à 600 mmc à l'horizon 2040, la Chine devrait dépasser l'Europe et la Japon comme principal pays importateur de gaz naturel.

³⁶ Depuis 2010, on assiste à une consommation américaine stagnante de pétrole conjuguée à une hausse de la production, réduisant ainsi le volume de ses importations. Les Etats-Unis consomment de plus en plus la production nationale, leur primat s'effrite (7,9 millions de barils/jour importés en 2017). La Chine est devenue depuis 2013 le premier pays importateur net de pétrole devant les Etats-Unis, et sa demande ne cesse de croître (ses achats ont augmenté de 10 % en 2017, culminant à 8,4 millions de barils/jour).

³⁷ Caroline Galactéros (2017). La guerre des monnaies et des hydrocarbures : les armes du contre-monde en marche Publié dans #Dossier de Fond, #Géoeconomie, #Energie, #Chine, #Etats-Unis

³⁸ Elias Djafar (2018). LES PETROYUANS : VERS LA FIN DES PETRODOLLARS ? www.ps://dr-economics.com

³⁹ Idem, p.3.

⁴⁰ Patrice Geoffron (2018). « Pétro-yuans : la guerre commerciale étendue au front pétrolier ? » www.de.boursorama.com

⁴¹ Christian de Boissieu (2011) (introduction). Réformer le système monétaire international, in *Conseil d'analyse économique*, Paris, p.8.

⁴² En janvier 2013, le yuan chinois occupait la 13^e place au classement des devises les plus utilisées pour les paiements internationaux.

⁴³ Le yuan, 5^e monnaie la plus utilisée dans les paiements internationaux (<https://fr.la Tribune> et AFP du 28 janvier 2015).

Attention ! L'internationalisation de la devise chinoise semble connaître une soudaine accélération avec la reconnaissance par le FMI, dès novembre 2015, du yuan-renminbi comme cinquième devise dans le panier des droits de tirage spéciaux aux côtés du dollar, de l'euro, de la livre sterling et du yen. De plus, pour permettre aux pays en froid avec Washington d'échapper à l'emprise du dollar, ...et de passer d'un joug à l'autre en douceur, la monnaie chinoise joue ainsi d'ores et déjà le rôle escompté.

On comprend dès lors que ce qui constitue un acquis historique au plan monétaire, l'hégémonie du dollar américain depuis l'après-guerre ne saurait continuer d'être considéré comme un privilège du point de vue géopolitique, en raison des rapports de force en présence.

V. Répercussions économiques de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine

Si l'imposition de nouveaux tarifs douaniers peut faire naître des « gagnants » individuels, une guerre commerciale totale, un retour du protectionnisme et une inversion de tendance après des décennies de mondialisation nuiraient à l'ensemble des économies, en particulier aux économies émergentes et celles d'Afrique subsaharienne.

5.1. A l'échelle mondiale

Selon la dernière édition du rapport « Global Risks Report 2020 », l'évolution du volume des échanges des échanges de marchandises entre 2018 et 2019, montre un repli de 2,9 % à l'échelle internationale. Comme le montre l'infographie ci-dessous, les dix plus grandes puissances commerciales du monde ont toutes connu une baisse des échanges commerciaux l'année dernière. Les pays les plus impactés sont Hong Kong et la Corée du Sud, qui ont vu le volume échangé baisser respectivement de 7,5 % et 7,4 %. Selon les auteurs du rapport : « la réduction du volume des échanges commerciaux est en grande partie le résultat « de niveaux historiquement élevés de restrictions commerciales ». D'après le FMI, si les Etats-Unis et la Chine maintiennent les tarifs douaniers

existants ou en imposent de nouveaux, cette situation pourrait conduire à un ralentissement de la croissance mondiale de 0,8 % point en 2020.



Avec l'apparition du Covid-19 en Chine (Whuan) en pleine période de tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, les risques de récession mondiale au cours du 2^e et 3^e trimestres 2020 augmentent de plus en plus. Au deuxième trimestre 2020, le PIB des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Espagne a respectivement chuté de 32,9 %, 12,1 %, 10,9 %, 13,8 %, 12,4 % et de 18,5 % (Eurostat & Insee). Au cours de la même période, les économies émergentes du BRICS n'ont pas été épargnées par la récession, avec notamment le plongeon du PIB de l'ordre de (35 %) pour le Brésil, de (13 %) pour la Russie, de (18 %) pour l'Inde, 6,8 % pour la Chine, 51 % pour l'Afrique du Sud (Journal Télévisé France 24). En dépit de plans massifs de relance annoncés par les grandes économies industrialisées (2.200 milliards de dollars américains pour les Etats-Unis, 750 milliards d'euros pour l'Union Européenne), les signes de reprise économique mondiale restent timides. Le commerce mondial devrait chuter de 18,8 % au second trimestre (OMC). Plus de la moitié des pays au sein de l'indice mondial des directeurs d'achats du secteur manufacturier accusent aujourd'hui une contraction de leur activité.

5.2. Au niveau bilatéral (Etats-Unis et Chine)

Le relèvement des droits de douane frappant le commerce bilatéral entre les Etats-Unis et la Chine sont un déterminant important de la faiblesse de la demande, des échanges et de l'investissement au niveau mondial. Bien que les Etats-Unis et la Chine aient tous

deux connu un repli du volume des échanges, celui-ci a été inférieur à la moyenne mondiale – s'établissant à 2,4 % pour la Chine et à 0,6 % pour les Etats-Unis. La contraction de la production en Chine a eu des effets dans le monde entier, témoignant de l'importance croissante de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur les marchés de produits de base.

Il n'est pas évident que les droits de douane imposés avec éclat par les Etats-Unis sur les panneaux solaires chinois relancent les mines de charbon aux Etats-Unis. Il est même fort peu probable qu'ils conduisent à la création d'une industrie américaine des panneaux solaires, la Chine ayant déjà pris une telle avance que les Etats-Unis auraient bien du mal à la rattraper... Ce qui est sûr c'est que les panneaux solaires continueront à être fabriqués en Chine, mais qu'avec les droits de douane ils seront plus chers, donc moins attractifs pour les consommateurs et les entreprises américains. Conséquence : destruction des emplois dans l'installation des panneaux solaires, secteur naissant mais en plein boom qui employait plus du double des effectifs de mineurs de charbon avant l'imposition du nouveau régime douanier.

En Chine, l'enquête réalisée par Caixin/Market auprès des directeurs d'achats révèle une légère accélération de l'activité manufacturière au mois d'octobre 2018, sur fond de l'intensification des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. La Chine souhaiterait sortir de sa dépendance à l'égard des exportations, et les Etats-Unis ne font qu'accélérer ce processus – et qu'accroître sa détermination à faire progresser ses capacités technologiques. De plus, le pourcentage des exportations chinoises qui sont réellement 'fabriquées en Chine' est bien inférieur au pourcentage des exportations américaines qui sont produites aux Etats-Unis. Un dollar de moins dans les exportations Chinoise a donc sur son économie un effet beaucoup plus faible qu'un dollar de moins dans les exportations des Etats-Unis sur l'économie américaine.

La Chine entre aussi dans cette guerre commerciale avec un autre atout : son peuple est plus uni derrière son gouvernement dirigé par le parti

communiste qui peut mieux aider par des mesures compensatoires les secteurs qui, souffriraient sans secours public et qui a su mieux gérer la crise liée à la pandémie du Covid-19. Tandis que les Etats-Unis, eux, s'engagent dans la guerre alors que les composantes de leur peuple, peut-être majoritaires sont opposées (montée du racisme, exclusion des minorités, bavures policières perpétrées contre les afro-américains (Back lives matters) : cas de Georges Floyd en Floride, Jacob Blake (Kenosha) en Wisconsin, etc.) à un gouvernement qui a du reste, géré de manière chaotique la pandémie du Covid-19 en pleine campagne électorale pour la course à la Maison blanche en novembre 2020.

5.3. A l'échelle du continent Africain

« Quand les éléphants se battent, ce sont les fourmis qui en pâtissent », dit un dicton populaire. Quand les deux géants de l'économie mondiale, à savoir les Etats-Unis, première puissance économique mondiale de *jure* et la Chine, première puissance économique mondiale de *facto* se battent, ce sont les économies les plus pauvres et les moins compétitives de la planète dont regorge l'Afrique qui en font davantage les frais en payant le lourd tribut. La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, tous deux, amis de l'Afrique ne pouvait pas ne pas avoir des conséquences sur les économies désarticulées d'Afrique Subsaharienne.

Depuis 2009, la Chine a devancé les États-Unis et est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique. Elle aura besoin de maintenir et même d'accroître ses ventes à l'international, afin d'assurer un niveau de vie confortable à ses 1,4 milliards d'habitants. Ce qui serait perdu aux Etats-Unis pourrait être récupéré en partie sur le continent africain. Mais l'irruption inattendue du Covid-19 a, en quelque sorte changé tous les calculs. Selon Africa's Pulse (Banque mondiale), la pandémie a déclenché la première

récession de la région en 25 ans⁴⁴, avec une croissance projetait à 3,2 % en 2020 contre 1,8 % en 2019.

Point n'est besoin de relever que les politiques protectionnistes des pays industrialisés entravent les exportations des pays en développement, s'agissant des textiles, des vêtements et des produits agricoles (cas de l'African Growth Opportunities Act 'AGO')⁴⁵.

Dépendance sub-saharienne au commerce avec la Chine

► **Dépendance face à la Chine**
Selon la Coface, société française d'assurance-crédit

Indice mesurant l'exposition relative d'une économie face à l'évolution de la demande chinoise

Très basse
Basse
Moyenne
Élevée
Très élevée
Extrêmement élevée

► Principaux échanges 2016

En milliards de \$

Exportations sub-sahariennes vers la Chine

Carburants	21,2
Minéraux, métaux	11,3
Minéraux bruts, minerais, déchets de métal	8,1
Autres matières premières	3,7
Agriculture, bétail	1,2

Exportations de la Chine vers l'Afrique sub-saharienne

Produits manufacturés	27,8
Machinerie, transports	22,8
Minéraux transformés, métaux	10,3
Produits chimiques	4,6
Agriculture, bétail	1,8

Sources : UNCTAD, Coface Chine-Afrique : le mariage de raison va-t-il durer ?



► Exportations les plus exposées

Carburants Métaux Minéraux

► Commerce Chine - Afrique sub-saharienne

En milliards de \$



Pékin. L'objectif de la Chine est à la fois, de sécuriser son approvisionnement en ressources naturelles et de rallier à sa cause un grand nombre de pays membres de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question de Taïwan⁴⁶. En échange, l'Afrique continue à destiner licitement ou illicitement au marché chinois en pleine expansion, l'essentiel de ses matières premières à l'état brut (carburants et minerais) pour lesquelles aucune évaluation quantitative sérieuse n'a été encore faite jusqu'à ce jour.

Les répercussions d'une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine touchant principalement les produits industriels qui ne font pas jusque l'objet d'intenses échanges commerciaux ni entre les Etats-Unis et l'Afrique dans le cadre de l'AGO encore moins entre la Chine et l'Afrique dans le cadre du Partenariat sud-sud, en contexte du COVID-19, ne sauraient se faire sentir que par des canaux indirects, notamment à travers la perturbation des chaînes d'approvisionnement commerciales mondiales, le fléchissement de la demande finale de biens et de services importés et le repli plus large au niveau régional du tourisme d'affaires et des flux touristiques. Les implications négatives de cette situation pour les pays africains à extrême dépendance commerciale sont conséquentes face la Chine en carburants (Angola, Mauritanie, Congo-Brazzaville, Guinée, Sud Soudan, Erythrée), et dans les pays à dépendance commerciale élevée face à la Chine en minerais et en métaux (RDC, Zambie, Zimbabwe, Centrafrique, Soudan, Niger, Gabon, Sierra Leone).

De plus, tant que les tentatives pour la Chine d'imposer sa monnaie, le yuan à l'Afrique restent très limitées à certains pays comme l'Angola, le dollar

⁴⁴ Banque mondiale (2020), Table ronde sur les conséquences économiques de COVID-19 et le soutien de la Banque mondiale en faveur de l'Afrique, 13 juin 2020.

⁴⁵ La Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique est une loi américaine votée et promulguée en 2000 par le Congrès américain, sous l'égide du Président Bill Clinton, pour aider les pays d'Afrique Subsaharienne à accroître leur accès au marché américain dans le but d'améliorer le commerce jusqu'en 2025. L'AGO peut aider les producteurs du continent africain à exporter leurs produits aux Etats-Unis en franchise de douane. Bientôt la réintégration de la RDC dans le système américain AGOA, exclue du statut de partenaire privilégié des Etats depuis 2010 (j'ai déterminé que la RDC n'effectuait pas les progrès nécessaires pour répondre aux

critères de l'AGO, a indiqué Barack Obama dans un décret). Avec l'AGO, les producteurs locaux congolais pourront exporter directement vers les Etats-Unis plus de six mille produits différents sans tarifs douaniers (2 Août 2020). 38 pays africains appartenant aux différentes organisations économiques sous-régionales sont éligibles à l'AGO (Angola, Benin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Tchad, Comores, Congo, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Rwanda, Sao Tome, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, liste publié le 22 Septembre 2020).

⁴⁶ Paul Billy BILOLO KABUEBUE (2020). Cours des questions spéciales de la Coopération au Développement, Deuxième Licence, Economie de développement, Faseg, UNIKIN, 2019-2020, p.29.

continuera encore à long terme, d'exercer son diktat dans la facturation commerciale des échanges croisés entre l'Afrique et le reste du monde.

CONCLUSION

Au-delà d'une année 2020 imprévisible – avec la crise sanitaire mondiale de la Covid-19 et l'élection présidentielle américaine –, il est probable que l'intensification des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis continue à être considérée comme un enjeu majeur du commerce mondial en 2021.

Les autorités chinoises sont persuadées que les Etats-Unis n'ont pas qu'un objectif de rééquilibrage des échanges commerciaux bilatéraux. Le pays de l'oncle Sam ne veut pas être challengé, pour ne pas dire dépassé par la Chine conquérante. Dans ces conditions, il faut se préparer à des tensions persistantes entre les deux Etats. Celles-ci ne disparaîtront pas avec un changement d'administration américaine. Le style et l'approche peuvent changer mais sur le fond rien ne va bouger. En tous cas, quelle que soit l'issue de l'élection, on va assister dans les années qui viennent, à une accentuation du duel entre les Etats-Unis et la Chine.

L'important est donc de faire en sorte que l'économie chinoise ne soit pas trop affectée par une crise qui est faite pour durer. C'est le cas jusqu'à maintenant, face à une stratégie américaine largement fondée sur le renchérissement des droits de douane. L'objectif des réformes structurelles ne doit pas être mis de côté (montée en gamme de la production, lutte contre la pollution, le désendettement et la réduction de la pauvreté) et l'usage des mesures de relance doit être calibré au niveau nécessaire, pas plus. De ce qui précède, le succès de la Chine aujourd'hui est global et très diversifié. Dans bien de domaines (réseaux sociaux, intelligence artificielle, cyber sécurité, etc.), elle a déjà largement comblé l'écart des connaissances qui

la séparait des pays avancés. Avec la guerre commerciale contre la Chine, l'administration Trump ferme la cage alors que l'oiseau s'est déjà envolé. La Chine a désormais une carte majeure en main, éminemment structurante pour devenir un nouveau centre de gravité.

Dans l'entretemps, certaines nations du reste du monde font déjà les frais d'**une guerre commerciale dont on ne sait pas très bien quand elle va s'arrêter.**

Si l'imposition de nouveaux tarifs douaniers peut faire naître des «gagnants» individuels, une guerre commerciale totale, un retour du protectionnisme et une inversion de tendance après des décennies de mondialisation nuiraient à l'ensemble des économies, en particulier celles des pays émergents. Les risques de récession mondiale augmentent. Plus de la moitié des pays au sein de l'indice mondial des directeurs d'achats du secteur manufacturier accusent aujourd'hui une contraction de leur activité.

De surcroît, les mesures prises par les États-Unis ont mis en péril le système commercial mondial fondé sur le multilatéralisme et sur des règles communes. La propension du président Trump à utiliser les droits de douane et les sanctions économiques pour servir ses objectifs politiques donne des idées à d'autres pays. La menace de nouvelles taxes américaines pèse sur les exportations mexicaines et sur le secteur automobile européen et japonais, sur le numérique français, etc. Une autre guerre commerciale se prépare en Asie, entre le Japon et la Corée du Sud. En outre, le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été considérablement affecté par l'opposition américaine à la nomination de nouveaux juges d'appel et la menace des Etats-Unis de claquer la porte de l'OMC.

En s'opposant au dollar en tant que monnaie de change sur le marché du pétrole, le yuan s'attaque à

l'instrument majeur fondant la suprématie du billet vert comme monnaie de réserve : le pétrodollar. La Chine se détourne progressivement des pays exportateurs de pétrole utilisant le dollar au profit de ceux qui acceptent le yuan ou sont susceptibles de l'accepter. Un rapport de force qui prend du poids au sein même de l'OPEP, puisque l'Iran, l'Angola et le Venezuela commercent déjà eux-mêmes en yuan avec Pékin. A l'horizon 2040, la Chine devrait dépasser l'Europe et le Japon comme principal pays importateur de gaz naturel, et aurait, à l'instar du marché pétrolier, un poids déterminant dans le choix de la devise d'échange. Et avec désormais trois pays possédant près de la moitié des réserves prouvées de gaz naturel susceptibles de libeller leur contrats en yuan (la Russie et l'Iran le faisant déjà), l'on pourrait assister à une « *yuanisation* » progressive du marché gazier qui ne ferait qu'accroître l'internationalisation du yuan et l'influence de Pékin sur la scène internationale.

Même si certains analystes américains annoncent un « effet-domino » avec la fin de l'ère des pétrodollars, dès lors que l'Arabie Saoudite acceptera de migrer vers le yuan, une telle perspective reste hypothétique à ce stade et les buts chinois sont à plus long terme⁴⁷.

Bref, dans son ouvrage intitulé : *homo economicus, prophète (égéré) des temps nouveaux*, Daniel Cohen démontre que le monde a profondément changé. Nous assistons à une émergence de l'hyperpuissance chinoise et au déclin de l'Empire américain, ... Et comme le préconise Paul Krugman dans *la mondialisation n'est pas coupable* : « le meilleur moyen d'éviter une guerre commerciale est de continuer à faire du libre-échange le noyau de tout accord international », sans perdre de vue le fait que dans la bataille actuelle pour le leadership, deux logiques s'affrontent : l'éruptif « America First » et la lente construction d'une « Route de la Soie », avec comme armes offensives, le dollar américain impuissant et en perte de vitesse sur les

marchés du gaz et du pétrole face à la montée en puissance du yuan chinois sur la scène internationale.

En attendant l'issue du « bras de fer » commercial entre le pays de l'oncle Sam et l'empire du Milieu, l'ajustement des taux de change se fait là où c'est possible..., c'est-à-dire sur l'euro. Donc il faudra, comme le préconise Emmanuel Farhi, du temps pour que les bienfaits de la concurrence monétaire se concrétisent...

BIBLIOGRAPHIE

- **BANQUE MONDIALE (2020).** Table Ronde sur les conséquences économiques de COVID-19 et le soutien de la Banque mondiale en faveur de l'Afrique, 13 juin 2020.
- **BILOLO KABUEBUE (2019).** Economie internationale, *Tome 1. Théories et pratiques de l'échange international*, 1ère Licence FASEG, UNIKIN, 2018-2019.
- **BILOLO KABUEBUE, P. B. (2020).** Cours des questions spéciales de la Coopération au Développement, Deuxième Licence, Economie de développement, Faseg, UNIKIN, 2019-2020.
- **BOISSIEU, C. (2011)** (introduction). Réformer le système monétaire international, in *Conseil d'analyse économique*, Paris.
- **BOUVERRET, A., MESTIRI, S. & STERDYNIAK, H.,** La valeur du yuan. Les paradoxes du taux de change d'équilibre. Revue de l'OFCE, Presses de Sciences Po, 2006, pp.77-127.
- **Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique** (République Française). Perspectives d'appréciation du taux de change réel chinois : une analyse économique, in *Diagnostics, prévisions et Analyses Economiques*, n° 100, février 2006.

⁴⁷Patrice Geoffron (2018), op.cit.

- **DJAFAR, E. (2018).** LES PETROYUANS : VERS LA FIN DES PETRODOLLARS ? www.ps://dr-economics.com
- **DURAND, D. (2001).** La guerre monétaire, toile de fond de la crise financière, in *Finance, Economie et politique* 574-575.
- **DURAND, D. (2003).** Dollar, euro, yen et les autres...La guerre des monnaies, in *Analyses et documents économiques*, n°94, septembre 2003.
- **DWIGHT, H. P., RADELET, S. et David L. LINDAUER, I. D. (2014).** *Economie du développement* (3èd), Bruxelles : De Boeck Supérieur.
- **FARHI, E. (2019).** Vers un système multipolaire. Il faut se préparer à l'éventualité d'une transition désordonnée vers un système monétaire international plus sûr et plus efficient, in *Finances & Développement*, juin 2019.
- **GALACTEROS, C. (2017).** La guerre des monnaies et des hydrocarbures : les armes du contre-monde en marche, 28 Septembre 2017, Publié dans [#Dossier de Fond](#), [#Géoéconomie](#), [#Energie](#), [#Chine](#), [#Etats-Uni](#)
- **GAUDIAUT, T. (2019).** L'escalade de la guerre commerciale sino-américaine, in CHINE VS US, le 29 mai 2019.
- **GEOFFRON, P. (2018).** « Pétro-yuans : la guerre commerciale étendue au front pétrolier ? » [www. //de.boursorama.com](http://www.de.boursorama.com)
- **KRUGMAN, P. et OBSFELD, M. (2006).** *Economie internationale* (7èd), Paris : Pearson Education France.
- **LINGE, I. (2018).** La guerre commerciale Etats-Unis-Chine ne sera pas sans conséquences pour l'Afrique, www.agenceecofin.com
- **MANTOUSSE, M. (1999).** *Théories économiques* (3èd), Paris : Bréal.
- **MULUMBA TSHIENDA, C. (2014).** Régimes de changes et compétitivité à l'exportation de l'économie congolaise : quelle stratégie compétitivité, in *cahiers économiques et sociaux*, Volume XXXI, n°1-2, IRES, Mars-Juin 2014.
- **RUOLIN, Z. (2008).** Quand la Chine s'effondrera..., in *Revue pour l'intelligence du monde*, janvier/février 2008.
- **STIGLITZ, J. E. (2019).** *Peuple, Pouvoir & Profits : le capitalisme à l'heure de l'exaspération sociale*, Paris : Les liens qui libèrent.
- **THERET, B. (2002).** *La monnaie dévoilée par ses crises*, 131, boulevard Saint Michel – 75005, Paris : l'EHESS.
- **Wikipedia (2019).** Guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_commerciale_entre_les_%C3%89tats-Unis_et_la_Chine